



DÉCLARATION DE BERLIN « TRANSFORMING TOURISM »

PRÉAMBULE

Nous soussignés, plus de 30 personnes/e/s de 19 pays d’Afrique, d’Asie, d’Europe et d’Amérique latine, représentant des organisations non gouvernementales, des mouvements citoyens et la science, nous sommes réunis du 3 au 6 mars 2017 à Berlin, dans le but de réaliser la vision de l’Agenda 2030 pour le Développement durable, à savoir un monde d’inclusion et d’égalité. Experts et professionnels du tourisme, nous constatons avec inquiétude qu’actuellement le modèle dominant de tourisme ne permet pas de réussir la transformation nécessaire de notre monde, stipulée dans l’Agenda 2030. Tout au contraire, ce modèle contribue dans trop de cas à exploiter des personnes, à nuire aux communautés locales, à violer les droits humains et à détruire l’environnement.

La transformation de notre monde ne peut se faire sans la transformation du tourisme. Par la présente Déclaration nous souhaitons non seulement lancer des débats et processus de réflexion, mais demandons concrètement la mise en œuvre des actions nécessaires.

1. RÉFLEXIONS SUR L’AGENDA 2030

1.1 Le fait que le tourisme est explicitement mentionné dans l’Agenda 2030, souligne non seulement l’importance globale du secteur, mais est aussi à considérer comme un appel à transformer fondamentalement celui-ci, l’actuel modèle de tourisme largement répandu, basé sur l’exploitation, n’étant pas compatible avec le développement durable.

1.2 Même si l’Agenda 2030 est net en ce qui concerne la nécessité d’une transformation, le souci persiste que la mise en œuvre des 17 Objectifs du développement durable ne soit suffisamment ambitieuse : plusieurs objectifs et indicateurs du progrès restent vagues ou inappropriés ; d’autres, y compris ceux relatifs au tourisme, sont tout simplement basés sur la croissance non réglementée.

1.3 L’Agenda 2030 est plus que la somme de ses 17 Objectifs. Se limiter aux Objectifs et indicateurs faciles à mettre en œuvre, compromet le changement nécessaire. La complexité et l’interdépendance des Objectifs nous appellent à être ambitieux, honnêtes, clairs, créatifs et transformatifs. Recoupant plusieurs autres secteurs, le tourisme a des effets considérables sur la vie des populations locales, les communautés et les personnes travaillant dans le secteur et il influe sur leur environnement et leur culture, ayant ainsi une responsabilité énorme.



1.4 Le tourisme durable est mentionné quatre fois dans l'Agenda 2030. Toutefois, beaucoup d'organisations de la société civile critiquent la notion de tourisme durable, celui-ci n'étant pas suffisamment centré sur les personnes et leurs besoins. Seul un tourisme contribuant à l'amélioration des conditions de vie des populations locales, à la dignité de la main d'œuvre touristique, à la protection de l'environnement et à l'éradication de toute exploitation, d'inégalités et de la pauvreté, est une option valable pour le développement durable. Sinon le tourisme est un risque pour le développement. Il ne s'agit donc pas de forcer le développement touristique, mais de concentrer tous les efforts sur le tournant dans le tourisme.

1.5 Nous nous félicitons de l'engagement de la communauté internationale pour la transformation du monde. Or, dans le domaine du tourisme, elle a désormais une responsabilité pour le suivi et la mise en œuvre de tous les 17 Objectifs.

2. DÉVELOPPEMENTS ACTUELS DANS LE TOURISME

2.1 Bien que le tourisme ne cesse de croître, seulement une minorité de personnes ont la possibilité de voyager, ses effets négatifs étant cependant ressentis, directement ou indirectement, par une majorité des populations du monde. Ceci soulève la question de l'équité : la croissance incontrôlée, associée à une mauvaise gestion et à un manque de réglementation aux échelles internationale, nationale et locale, approfondit encore les clivages existants et a pour conséquences l'exploitation de la main d'œuvre, le déplacement de communautés entières, la marchandisation de cultures, l'appauvrissement des ressources naturelles et l'érosion des chances des générations futures. Les droits des femmes, des enfants, de minorités et de populations indigènes sont particulièrement vulnérables face à l'actuelle dynamique du tourisme.

2.2 Les effets du changement climatique sont particulièrement ressentis par les populations les plus pauvres du monde. Le tourisme est à la fois vecteur et victime du changement climatique. Il est grand temps de repenser le modèle courant de tourisme. Le nombre croissant de voyages en avion et l'essor des courts séjours vont à l'encontre du développement durable promis.

2.3 Nous constatons avec préoccupation que les solutions techniques sont surestimées au détriment du changement impératif des modes de comportement et de production, nécessaire pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

2.4 Bien que les développements techniques aient permis à de petits acteurs du tourisme et aux initiatives communautaires de communiquer directement avec les consommateurs, le danger subsiste d'une marchandisation croissante des réseaux sociaux et des interactions.

2.5 Face aux régimes de propriété de plus en plus compliqués des entreprises, aux chaînes complexes de création de valeurs ainsi qu'aux structures financières non transparentes, il faut plus de réglementation, de transformation et de responsabilité.



Notre souci est que la déréglementation croissante ait pour résultat un déficit démocratique, débouche sur l'exclusion de petites entreprises locales et détériore les conditions de travail déjà difficiles dans le tourisme, y compris la précarisation.

2.6 Nous sommes aussi préoccupés par le fait que dans le domaine du tourisme la société civile est de moins en moins écoutée à travers le monde. Ceci concerne en particulier les défenseurs des droits humains et les journalistes critiques. Leur lutte pour les droits fonciers et contre les déplacements de populations, pour la protection sociale, les droits des travailleurs, l'équité entre les sexes, la protection de l'enfance et les droits des populations indigènes, est étroitement liée aux enjeux du développement touristique durable.

3. NOUS DÉCLARONS DONC QUE LES PRINCIPES SUIVANTS SONT À PRENDRE EN CONSIDÉRATION

3.1 Les droits humains et l'auto-détermination des communautés doivent être au cœur de tout développement touristique. Ceci implique le droit de participer équitablement à tous processus de décision et de recherche de consensus, pour définir comment et à quel degré il y aura développement touristique.

3.2 S'il y a développement touristique, il s'agit d'aspirer à une répartition équitable et large des bénéfices économiques et sociaux, profitant à l'ensemble des populations locales. L'objectif doit être de contribuer à l'amélioration de la qualité de vie et à l'équité sociale.

3.3 Le tourisme doit être une expérience positive et bénéfique pour les voyageurs et les communautés d'accueil, afin de promouvoir la compréhension mutuelle, l'empathie et le respect.

4. RECOMMANDATIONS

4.1 Même si la communauté internationale s'est engagée à mettre en œuvre les Objectifs de l'Agenda 2030, il reste à craindre que des transferts de pouvoir du secteur public vers le secteur privé, ne bloquent la transformation nécessaire.

4.2 Pour réussir un monde juste et équitable ainsi que la mise en œuvre complète de l'Agenda 2030 il faut la volonté politique mais aussi une révision critique et le développement continu de structures politiques existantes et de pratiques entrepreneuriales, ainsi que l'engagement des voyageurs, des médias, des milieux éducatifs et de la société civile.

4.3 Quant à la mise en œuvre de l'Agenda 2030 en matière de tourisme, la cohérence et des structures adéquates de gouvernance font toujours défaut. Si d'autres



organisations des Nations Unies appliquent déjà des outils permettant la participation de la société civile, y compris des mécanismes de plainte et de surveillance, l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) n'en dispose pas encore. L'année 2017 – Année internationale du tourisme durable pour le développement – devrait fournir l'occasion de revoir sans tarder ces structures et de développer les mécanismes nécessaires.

- 4.4 Nous demandons aux **gouvernements locaux, nationaux et internationaux** :
- » qu'ils garantissent la participation de la société civile et des communautés concernées par le tourisme à tous les niveaux de la planification, de la prise de décisions, de l'organisation et de la gestion des destinations ainsi qu'aux processus de suivi. Les communautés locales doivent pouvoir profiter des recettes du tourisme ;
 - » qu'ils développent des mécanismes de suivi cohérents et exhaustifs, pour évaluer la contribution du tourisme à la mise en œuvre de la vision de l'Agenda 2030, afin d'en renforcer les effets positifs et de réduire les retombées négatives ;
 - » qu'ils mettent en œuvre l'équité entre les sexes, des stratégies de capacitation des communautés et que les politiques et le développement touristiques soient basés sur les droits humains ;
 - » qu'ils introduisent des règles contraignantes en matière de responsabilité des entreprises ainsi que des mécanismes d'application robustes, conformément aux « Principes directeurs de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme » ;
 - » qu'ils abolissent des subsides nuisibles au climat, entraînant des distorsions du marché suivies de pratiques touristiques préjudiciables au climat, au détriment de formules plus durables ;
 - » qu'ils garantissent une gestion responsable des ressources, ayant en vue les effets négatifs d'une surexploitation touristique et respectant les niveaux de tolérance écologiques et culturels ;
 - » qu'ils abolissent tous préjudices structurels et créent un environnement favorable aux petites et moyennes entreprises ainsi qu'aux initiatives communautaires ;
 - » qu'ils introduisent et appliquent une législation garantissant des conditions de travail équitables et décentes, y compris des salaires couvrant les besoins vitaux ;
 - » qu'ils garantissent l'égalité en matière d'impôts par l'application de systèmes fiscaux assortis de mécanismes de répartition équitable ;
 - » qu'ils créent des opportunités d'éducation et d'apprentissage tout au long de la vie, ouvrant des possibilités de carrière et promouvant les compétences personnelles et professionnelles ainsi que la sensibilité culturelle et la compréhension interculturelle ;



4.5 Nous attendons de l'économie du tourisme :

- » qu'elle ajuste les processus de gestion en fonction de tous les 17 Objectifs du développement durable et aux « Principes directeurs de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme » ; qu'elle instaure des processus de diligence requise et des indicateurs clés de performance, les surveille régulièrement et établisse un système de reporting public permettant une évaluation indépendante ;
- » qu'elle s'engage à gérer de manière transparente, équitable et responsable les chaînes d'approvisionnement, y compris des stratégies transparentes d'établissement des prix ;
- » qu'elle développe et mette en pratique des plans visant à réduire la consommation de ressources, telles que l'eau et l'énergie, de même que les émissions de gaz à effet de serre et les déchets ;
- » qu'elle s'approvisionne sur les marchés locaux et recrute de la main d'œuvre locale, afin d'intégrer mieux et de renforcer l'économie locale ;
- » qu'elle entretienne des contacts et échanges avec la société civile et les communautés locales afin de garantir leur accès au sol et aux ressources ;
- » qu'elle garantisse la participation de tous représentants dans la chaîne d'approvisionnement, y compris les personnes travaillant dans le tourisme, qu'elle respecte le droit du travail et le droit de la liberté de réunion ;
- » qu'elle investisse dans la recherche et le développement afin de minimiser et réduire l'impact négatif de son travail.

4.6 Nous appelons les touristes à se montrer responsables vis-à-vis des communautés d'accueil et de leur culture, à faire un usage intelligent et parcimonieux des ressources locales, à soutenir l'économie locale et à respecter les droits humains.

4.7 Nous attendons des médias que leurs investigations et reportages en matière de tourisme soient indépendants, critiques et corrects.

4.8 Nous demandons que la recherche et l'éducation contribuent à une compréhension profonde du tourisme, tenant compte des aspects liés à la justice globale, à la durabilité et au développement international.



5 2017 - L'ANNÉE INTERNATIONALE DU TOURISME DURABLE POUR LE DÉVELOPPEMENT : UN APPEL À L'ACTION

5.1 La recherche empirique et universitaire, des études de cas et notre propre expérience montrent que le tourisme sous sa forme actuelle, met sérieusement en danger l'application de l'Agenda 2030.

5.2 De modestes ajustements socio-économiques ou écologiques dans la production, souvent présentés comme tourisme « durable » ou « responsable », ne pourront pas amener le changement nécessaire. Pour que le tourisme contribue effectivement au développement durable, sa transformation profonde est impérative et urgente.

5.3 Nous encourageons tout le monde, voyageurs, voyagistes, décideurs politiques et communautés locales, à s'engager pour la transformation du tourisme. Les générations futures nous jugeront d'après nos actions. Le moment du changement est venu.

Berlin, mars 2017

La présente Déclaration a été signée par les participant/e/s à la Conférence de Berlin pour la transformation du tourisme.

Adama Bah, Institute of Travel and Tourism of the Gambia ; Andy Rutherford and Libby Blake, Fresh Eyes - People to People Travel (Royaume Uni) ; Cesare Ottolini, International Alliance of Inhabitants (Italie) ; Christina Kamp, journaliste indépendante (Allemagne) ; Christine Plüss, akte - Working Group on Tourism and Development (Suisse) ; Claudia Mitteneder, Institute on Tourism and Development (Allemagne) ; Ernest Canada, alba sud (Espagne) ; Frans de Man, Stichting Retour (Pays-Bas) ; Helena Myrman, Schyst Resande (Suède), Herman Kumara, National Fisheries Solidarity Movement (Sri Lanka) ; Humberto Rodríguez Mercado, Fundación Renacer (Colombie) ; Katrin Karschat, Internationale des Amis de la Nature International (Autriche) ; Kevin Curran, Unite - the Union, London Hotel Branch (Royaume Uni) ; Ko Nyunt, Myanmar Responsible Tourism Institute (Myanmar) ; Ma Rosalie Abeto Zerrudo, College of Technology/CLASE, University of San Agustin (Philippines) ; Mamadou Mbodji, Réseau Africain des Amis de la Nature (Sénégal) ; Maria Youngsin Lim and Juhee Shin, Imagine Peace (Corée du Sud) Korea) ; Mariana Madureira, Projecto Bagagem (Brésil) ; Professor Marina Novelli, Centre of Sport, Tourism and Leisure Studies (COSTALS) School of Sport and Service Management, University of Brighton (Royaume Uni/Italie) ; Mark Watson, Tourism Concern (Royaume Uni) ; Matías Bosch, Juan Bosch foundation/ APEC (République Dominicaine) Mechtild Maurer, ECPAT (Allemagne) ; Om Sophana, Mlup Baitong (Cambodge) ; Rebecca Armstrong, Equality in Tourism (Royaume Uni) ; Sumesh Mangalasseri, Kabani - the other direction (Inde) ; Theo Noten, ECPAT (Pays-Bas) ; Yves Bowie, Society for Threatened Peoples- Suisse ; Antje Monshausen et Laura Jaeger, Tourism Watch (Allemagne).



Nous invitons toutes autres organisations et personnes à soutenir la Déclaration. Signe la Déclaration comme individu [ici](#). Pour soutenir la Déclaration en tant qu'une organisation, s'il vous plaît envoyez un e-mail à tourism-watch@brot-fuer-die-welt.de

Pour plus d'informations, visitez notre site Web www.transforming-tourism.org